

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

contre-courant

Organe trimestriel de la section à l'étranger de L'Organisation des Fedayin (Minorité)

Huitième année----- NUMERO 31 -----Juillet 2001

DANS CE NUMERO:

- ? [La condamnation des participants à la conférence de Berlin et ses conséquences](#)
 - ? [Trente ans plus tard](#)
 - ? [L'Histoire ne se répétera pas!](#)
 - ? [La classe ouvrière et la question nationale](#)
 - ? [Les "élections", un casse-tête pour la République islamique](#)
-

La condamnation des participants à la conférence de Berlin et ses conséquences

Le pouvoir judiciaire a annoncé les verdicts concernant les participants à la conférence de Berlin. La justice de la République islamique a condamné les participants à cette conférence à l'amende ou à la prison ferme ou avec sursis ou encore exil intérieur. Akbar Gandji a été condamné à 10 ans de prison et 5 ans d'exil, Khalil Rostamkhani à 9 ans de prison, Alireza Afchari à 5 ans de prison, Chahla Lahidji et Mehranguiz Kar, chacune à 4 ans de prison. Les accusations portées contre ces personnes et les autres, qui ont été condamnées à des peines plus "légères", étaient: participation à la conférence de Berlin ou à sa préparation, actes menant au renversement de la République islamique, collaboration avec la "contre-révolution", insulte contre le guide du régime ... Les verdicts ont été annoncés oralement aux accusés et à leurs avocats. La justice a interdit les journaux à les publier. Les verdicts prononcés contre les participants à la conférence de Berlin est la continuation des attaques de l'appareil judiciaire islamique qui interviennent à la suite des interdictions de journaux, de l'emprisonnement de journalistes et de la méthode choisie pour le procès des assassinats en chaîne des intellectuels en automne 1998. L'attitude du pouvoir judiciaire a également des conséquences sur la situation de la République islamique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. La conférence de Berlin s'est préparée par la fondation Heinrich Böll, dirigée par les Verts allemands. L'Etat allemand a aidé la tenue de la conférence, car les Verts font partie de l'actuelle coalition gouvernementale allemande. Des "réformateurs" du régime de la République islamique et des écrivains et chercheurs iraniens ont pris part à la conférence. Les Verts allemands voulaient profiter de l'arrivée de Khatami à la tête du pouvoir exécutif d'Iran afin de dissiper les conséquences du procès de Mykonos (*) tenu dans la même ville. Ils voulaient réchauffer les relations politiques entre l'Union européenne et la République islamique pour que le dialogue s'instaure et les relations politiques approfondissent.

Les participants à la conférence ont tous souligné à tort qu'avec Khatami les changements politiques ont eu lieu en Iran et le contexte de l'expression des idées s'est amélioré. Les verdicts de la justice islamique ont neutralisé les efforts de l'Etat allemand et des autres membres de l'Union européenne pour masquer la véritable nature de la République islamique. C'est pourquoi les verdicts ont été critiqués par l'Etat allemand et certains autres pays européens. Le visite du chancelier allemand, qui aurait dû se faire avant les élections présidentielles d'Iran en juin 2001, a été remise à plus tard. Les Etats occidentaux, surtout européens, savent très bien que depuis plus de deux décennies la République islamique a causé de nombreuses calamités aux peuples d'Iran, qu'elle piétine continuellement les droits de l'homme et réprime sauvagement les opposants. Mais ils ont trouvé tout le temps des échappatoires et justifications pour reprendre leurs relations avec la République islamique. Il se passera la même chose cette fois-ci. Les Etats européens rétabliront leurs relations avec la République islamique au plus haut niveau. Toutefois, la situation politique du régime de la République islamique prend des coups à chaque fois qu'il y a une crise dans ses relations avec les Etats occidentaux.

Le gouvernement de Khatami s'est constitué en annonçant des réformes, le dialogue des civilisations, la détente des relations politiques, l'assurance donnée au capitalisme mondial pour la "sécurité" des capitaux en cas d'investissement en Iran. Maintenant que la crise politique ne cesse d'accroître dans la société, que l'Etat islamique est au bord de l'effondrement et la peur de la disparition du régime est un cauchemar de jour et nuit des dirigeants du régime, il est évident que les secousses dans les relations avec l'étranger, suite aux verdicts prononcés contre les participants à la conférence de Berlin, ne font qu'envenimer la situation intérieure du régime.

L'une des accusations des participants était "l'intention du renversement du régime". C'est une accusation totalement sans fondement. Aucun orateur de la conférence de Berlin n'y a participé pour aider le renversement du régime. Ils n'ont rien dit à ce propos. Le plus "radical" d'entre elles et eux a parlé de nécessité de changement dans les lois civiles ou la Constitution. Les participants à la conférence, surtout celles et ceux qui ont pris la parole, ont dit tout le contraire. Ils n'ont rien dit sur la nécessité du renversement mais sur la capacité du régime de la République islamique à se réformer. De plus, tous les orateurs "réformateurs" ont dit que cela est devenu possible grâce à l'arrivée de Khatami à la tête de l'exécutif.

Il est clair que les juges qui ont décidé les condamnations contre les invités de la conférence de Berlin savent bien qu'aucun d'eux ne veut renverser la République islamique. C'est l'analyse que la faction dominante fait des conditions politiques de la société qui a fait décider les juges à ce genre de sentence. Il y a maintenant un courant au sein du régime composé récemment par le rapprochement entre des membres des deux factions principales, c'est-à-dire celle de Khatami et de Khaménéï. Ce courant veut neutraliser les "radicaux" de l'adversaire et en réprimant les forces de soi-disant de gauche de la faction de Khatami, maîtriser la situation. Ce courant n'est pas bien sévère avec les "radicaux" de droite, il l'est beaucoup plus avec les forces de masse de la faction de Khatami qui critiquent un peu plus l'Etat religieux ou son principe de la velayat - e - faghih (la suprématie du guide et numéro 1 du régime non-élu). Khaménéï dit qu'elles altèrent les différences entre les sympathisants et les ennemis du régime. Toutes les arrestations et répressions de ces derniers mois se font dans ce but-là. Les forces de base de la faction de Khatami sont alors sans cesse sous pression pour rester loyaux au régime, ne pas dépasser le cercle des amis du régime, se définir par rapport aux vrais opposants; bref, se fondre entièrement dans l'Etat d'Allah qui a pour guide Khaménéï. Dans le cas contraire, elles seront réprimés et supprimées. Les forces de base de la faction de Khatami dont quelques uns ont participé à la conférence de Berlin préparée et mijotée par le

gouvernement allemand et surtout les Verts qui y sont représentés, ont bien vu que les limites des critiques qu'ils peuvent faire sont très restreintes, sinon, ils doivent subir les foudres de la justice d'Allah. Ils avaient déjà reçu des avertissements et par Khaménéï et par Rafsandjani et même par Khatami. L'on leur avait dit qu'il n'y a rien entre "loyauté au régime" et "opposition à tout le régime". Les dirigeants de la faction de Khatami ont réagi aux condamnations prononcées, que cela plaise aux gouvernements occidentaux, mais ils se sont bien gardés de ronger les frontières entre "amis" et "ennemis" du régime, exactement comme demande Khaménéï, représentant direct de Dieu sur terre et numéro un du régime de la République islamique.

Les verdicts de la conférence de Berlin et la réaction des têtes de la faction de Khatami ont été un pas de fait pour dévoiler la nature mensongère des soi-disant réformes islamiques et l'incapacité du régime à effectuer des réformes véritables. Ces verdicts ont beaucoup aidé à la désillusion de peu de gens qui croyaient encore que le régime peut être réformé. Cette désillusion aide, à son tour, l'accroissement des luttes des ouvriers et des travailleurs pour aller vers un combat révolutionnaire contre la République islamique dans sa totalité.

(*) Du nom d'un restaurant grec à Berlin où des opposants kurdes d'Iran ont été assassinés. Après le procès, la justice allemande a demandé par un mandat d'arrêt international l'arrestation du ministre iranien des renseignements.

Trente ans plus tard

Il y a trente ans, le 8 février 1971, un groupe de communistes d'Iran ont décidé de se démaqu岸 des traditions du réformisme et de la compromission existants. Ils ont annoncé un nouveau projet pour mener une lutte révolutionnaire contre l'ordre en place. Ils ont fondé, par leur pratique et lutte, l'Organisation des Guérilleros Fedayin du Peuple d'Iran. Dix ans plus tard, lorsque notre Organisation était devenue le plus grand group du Moyen-Orient, une importante partie de ses forces ont renoncé aux objectifs révolutionnaires et buts communistes qu'elle représentait et pour lesquels elle se battait. Le reste de l'Organisation qui avait décidé de rester fidèle à la ligne révolutionnaire s'est appelé Fedayin (Minorité). Cela est aisément vérifiable par les luttes que les Fedayin (Minorité) ont mené depuis les 20 dernières années. Pendant ces deux dernières décennies, des changements intervenus sur la scène internationale n'ont globalement pas profité à la classe ouvrière et au mouvement communiste international. Un nombre important de partis et d'organisations qui se considéraient communistes, n'ont pas pu et voulu résister à l'offensive concentrée et vaste de la bourgeoisie. Ils ont jeté l'éponge ou rejoint le camp de l'ennemi de classe. En Iran, les groupes qui y ont résisté ont été malheureusement peu nombreux. Maintenant que notre Organisation fête ses trente ans, nous sommes bien fiers de dire qu'elle continue la lutte en tant qu'organisation communiste. Nous ne pouvons avoir aucun compromis avec l'ordre capitaliste. Nous luttons contre un ordre qui a divisé la société en classes opprimante et opprimée, exploitante et exploitée et possédante et pauvre. Notre Organisation lutte pour le renversement d'un système dans lequel un petit groupe, peu nombreux, de capitalistes spolient un grand nombre d'êtres humains, les ouvriers. Nous menons un combat contre une société qui autorise l'inégalité des femmes par rapport aux hommes. Notre Organisation lutte pour une société communiste dans laquelle l'exploitation, l'oppression et la dictature n'auront aucune place et dans laquelle les femmes et hommes vivront libres, égaux et dans le bonheur. Nous pensons que seule la classe ouvrière mondiale peut faire aboutir cette lutte. C'est pourquoi ses victoires et acquis sont aussi les nôtres. Nous ne sommes pas du tout séparés du mouvement ouvrier et communiste

international et faisons partie de ses rangs. Il est donc clair que notre priorité est de renverser la bourgeoisie en Iran et de contribuer à la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Cela fait partie de notre tâche internationaliste. Notre Organisation s'intéresse à la vie de toutes les masses populaires d'Iran et de la position de la classe ouvrière, défend leurs luttes et revendications. Il y a actuellement en Iran un régime qui est la barbarie même. Il opprime tous les ouvriers, travailleurs, femmes, jeunes et intellectuels. Notre Organisation prend part avec elles et eux dans la lutte du renversement du régime de la République islamique, car elle envisage une société de libertés politiques et de droits démocratiques les plus vastes pour les masses populaires d'Iran, une société de satisfaction de leurs revendications sociales et de bien-être général. C'est pourquoi le but immédiat de notre Organisation est de renverser le régime de la République islamique est d'instaurer un Etat soviétique, un Etat de conseils des ouvriers et de travailleurs qui est une démocratie la plus avancée de toute l'histoire de l'humanité. Nous espérons pouvoir accomplir nos tâches révolutionnaires trente ans après la naissance de notre Organisation.

L'Histoire ne se répétera pas!

Un an avant les "élections" présidentielles de 1997, non seulement les factions de l'Etat islamique avaient déjà commencé des discussions sur ce sujet, mais aussi la société y prêtait l'oreille. Pour celles de juin 2001, aucune effervescence n'a été constatée, à part un ou deux "candidats" qui ont voulu commencer leur campagne, sans grand succès. La seule personnalité qui a été au centre des discussions des factions de la République islamique n'était autre que Khatami lui-même. Il s'est longtemps gardé d'annoncer sa candidature. Il en a eu pourtant l'occasion. Ses proches attendaient qu'il le fasse au cours de son discours à l'Assemblée ou bien dans les vœux du début d'année (l'année iranienne commence le 21 mars). Les membres de la faction de Khatami ont "insisté" pour que Khatami mette fin au suspense. Ils disaient que Khatami n'a pas eu le temps de tenir ses promesses de 1997 et il faut qu'il continue! Ils précisait que si Khatami ne se porte pas candidat, les gens seront "désespérés" pour que les "réformes continuent". Ses partisans ont demandé à Khatami de se présenter parce que selon eux, la situation est grave et en cas de désistement de Khatami, il y aurait des "émeutes aveugles de renversement" qui "menacent le régime et le pays". Ils ont dit à Khatami de ne pas penser à la baisse de la participation et de ne pas faire attention au désintéressement de gens. Ils lui ont dit aussi de préférer les intérêts du régime aux siens, car la "continuité de la République islamique" ne pouvait être rassurée que par Khatami, "dirigeant des réformes". Autrement dit, les réformateurs pensent que la "sauvegarde du régime" n'est pas possible sans Khatami. Donc, ils ont voulu que Khatami se représente en 2001 afin de sortir la République islamique de la crise et de la situation "compliquée" actuelle. Ils affirment que Khatami est parmi les "minces chances historiques" du régime. Bref, les réformateurs voulaient que l'Histoire se répète!

Les recommandations des "réformateurs" ne sont pas destinées qu'à Khatami lui-même, elles sont adressées également à la faction adverse pour que les "hauts intérêts du régime" soient préservés. Les "réformateurs" avertissent les conservateurs pour qu'ils ne laissent pas tomber la "chance historique" c'est-à-dire Khatami.

Les conservateurs ne se sont pas montrés fondamentalement opposés à la nouvelle candidature de Khatami. Il paraît que les recommandations des "réformateurs" n'ont pas été aussi bizarres que l'on pouvait le croire. Car Khatami a montré, ces quatre dernières années, qu'il est surtout quelqu'un de compromis et de recul devant les attaques de la faction adverse. Khatami a accepté pratiquement tout ce que la faction adverse a demandé. Il est devenu un

nouvel outil du guide du régime. Khatami pouvait donc se représenter comme candidat des deux factions pour un nouveau mandat présidentiel. Il y a eu même des partisans du guide du régime qui ont pris position en faveur de Khatami. Cette prise de position a entraîné en plus, l'accueil de certains partisans de Khatami. Ces derniers ont déclaré qu'elle prouve que certains membres de la faction adverse sont devenus "modérés et assagis"! Il était donc inutile que la faction de Khaménéï risque de présenter un candidat comme Nategh - Nouri voici quatre ans. A part quelques personnalités jadis partisans de Khatami mais aussi des bandes extrémistes de Khaménéï, les deux factions du régime n'avaient qu'une seule alternative: Khatami. Les gens ont bien pris connaissance, pour leur part, de la République islamique, de ces factions et de leurs tractations douteuses. Les "réformateurs étatiques", avec leur chef de file, Khatami, ont bien montré qu'ils n'en sont que de faux réformateurs. La preuve en est qu'ils n'ont plus rien à dire ou promettre dans le domaine des soi-disant réformes. Il n'y a plus grand-monde qui croiraient qu'ils veulent changer quoi que cela soit. La méthode des factions a été toujours d'appeler les gens massivement aux urnes. Ils veulent ainsi fabriquer de la légitimité pour tout le régime. Il est vrai que la situation actuelle est complètement différente de celle de 1997. La démagogie de Khatami et des réformateurs étatiques" a éclaté au grand jour. Khatami prétend que son projet de réformes est "à moitié de chemin". Il ne l'est pas, car il a échoué complètement. La République islamique est dans une impasse sans précédent. Sa marge de manœuvre est devenue extrêmement restreinte. Elle ne peut plus compter que sur une seule personne qui est Khatami. Ouvrir un compte sur Khatami est inutile, car c'est un investissement sur la dernière "chance du régime" et donc la faillite est déjà prévisible. La dernière "chance du régime" ne peut plus se présenter deux fois dans le même rôle. L'histoire a déjà décidé la mort du régime de la République islamique. Les populations d'Iran n'en veulent plus. Elles savent que la condition unique, pour que leurs revendications soient entendues et réalisées, est gagée par le renversement du régime de la République islamique. Elles savent qu'il faut dépasser la République islamique.

La classe ouvrière et la question nationale

La question nationale et le mouvement national sont très anciens en Iran, ils datent de plusieurs décennies. Ce ne sont pourtant pas des problématiques spécifiques à l'Iran. L'époque de la victoire finale du capitalisme sur le féodalisme intégrait, partout dans le monde, les mouvements nationaux. L'analyse de la question nationale et la proposition d'une réponse correcte exige la connaissance des conditions objectives et des contextes de l'apparition des mouvements nationaux. Il ne faut pas oublier que dans un pays certaines spécificités lui sont propres et son époque historique doit être prise en compte. Ces spécificités ne sont pas partout pareilles.

Le capitalisme connaît deux périodes différentes en ce qui concerne la question nationale et les mouvements nationaux. La première période est celle de l'effondrement du féodalisme et les Etats despotes. Elle se croise avec le bourgeoisement du capitalisme et la formation des révolutions bourgeoises-démocratiques. Les principales caractéristiques de cette période est le développement des marchés et le remplacement des méthodes et des relations archaïques de production féodales par les relations de production capitaliste. Les mouvements nationaux ont apparu dans de tels contextes. Ils ont accru lorsque le capitalisme commença son développement et le féodalisme montra son incapacité et sa faillite. Les fondements économiques des mouvements nationaux sont basés sur le thème de la victoire totale de la production marchande, l'acquisition du marché intérieur par la bourgeoisie et l'unité d'un Etat pour les populations qui parlent la même langue et surtout la suppression de tout ce qui

empêche le développement de ladite langue. La langue est un outil très important pour que les êtres humains puissent entrer en contact l'un avec l'autre. Si elle ne se développe pas, les conditions du commerce véritablement "libre", voulu par le capitalisme, en seront lésées.

La volonté de tout mouvement national est donc de constituer un Etat qui pourrait satisfaire cette exigence capitaliste.

Une autre tendance, loi capitaliste par ailleurs, est que les relations internationales s'évaluent de telle sorte que les barrières nationales soient supprimées afin de créer l'unité mondiale du capital. C'est une nouvelle période du capitalisme qui succède à l'autre. Elle annonce la puberté et la fin de la constitution des Etats capitalistes. La caractéristique de cette nouveau stade du capitalisme est que le prolétariat y est présent en tant que classe sociale puissante. Il renforce ses rangs. Ses contradictions avec la bourgeoisie l'encourage à liquider le capitalisme. Les différentes nations se rapprochent à ce stade de l'évolution capitaliste. La mondialisation du capital aggrave les contradictions antagoniques entre le capital international et le mouvement mondial ouvrier.

Il faut signaler deux points. L'apparition des monopoles impérialistes, suite du développement incontournable du capitalisme et de la domination impérialiste sur le monde, ne résout pas l'oppression nationale, elle l'aggrave. Car l'impérialisme veut dire politiquement la réaction et le refus des libertés et de la démocratie pour empêcher l'indépendance des nations. L'intensification et le renforcement de l'oppression nationale, venant de l'oligarchie financière, anéantit la libre concurrence bourgeoise et la bourgeoisie des pays, qui sont sous le joug impérialiste, devient la base-arrière des monopoles mondiaux. Elle perd ses aspects de progrès en devenant complice de la réaction impérialiste.

Au cours de la première phase du capitalisme, lorsqu'il déclare la guerre finale au féodalisme et commence le processus de son développement, la meilleure réponse à la question nationale se trouve dans les révolutions bourgeoises-démocratiques qui renversent les Etats despotes et en supprimant les régimes seigneuriaux, instaurent la démocratie bourgeoise. Mais lorsque le capitalisme est dans sa seconde phase, les révolutions bourgeoises-démocrates sont dépassées et étant donné que la classe ouvrière a un rôle prépondérant, la réponse à la question nationale se trouve dans les révolutions ouvrières et socialistes. A ce moment-là la question nationale peut se résoudre seulement par les révolutions prolétariennes et par l'arrivée au pouvoir de la classe ouvrière. La classe ouvrière, ennemi antagoniste du capitalisme et de toute sorte d'exclusion et d'oppression, surtout nationale, devient alors l'unique défenseur de la vraie égalité des nations. Le capitalisme est pour la liberté et l'égalité des droits nationaux et lutte en compagnie des travailleurs pour les revendications démocratiques seulement pendant sa première phase. Par contre dans son second stade, lorsque le capitalisme commence à pourrir et à agoniser, la bourgeoisie s'unit avec les réactionnaires par peur du prolétariat. Elle soutient alors l'oppression et l'inégalité des droits entre les nations. Elle essaye même de corrompre les ouvriers en proposant des slogans nationalistes. C'est pourquoi la classe ouvrière donne la meilleure solution à la question nationale dans la seconde et dernière phase du capitalisme. Elle défend une démocratie conséquente. Il est clair qu'il faut faire la distinction entre les mouvements nationaux et la question nationale, en tant que problème non-résolu et hérité des systèmes anciens, et les mouvements nationalistes réactionnaires et extrémistes qui veulent retourner au passé. Les communistes doivent répondre à la question nationale et à ses divers aspects, en prenant compte toutes ces analyses et en se rendant compte des spécificités propres à leur pays. Nous avons signalé deux époques distinctes concernant la question nationale. Nous devons dire qu'elles ne se séparent pas linéairement, il n'y a pas un mur entre elles. Elles se relient par de nombreux maillons. Les pays différents n'ont pas la même vitesse

d'évolution, leurs forces de production ne sont pas égales et homogènes. Il faut absolument prendre en compte les conditions historiques générales de chaque pays, sinon la réponse sera stéréotypée qui ne correspondra pas aux réalités historiques et objectives. Elle ne sera pas, de plus, une réponse qui annoncerait la position de la classe ouvrière à la question nationale.

L'oppression nationale et la bourgeoisie d'Iran

Quand le capitalisme mondial a fini sa première phase et est entré dans sa phase impérialiste (1881 - début du vingtième siècle) l'Iran commença à intégrer le marché mondial du capital. L'importation du capital financier et la domination colonialiste de l'impérialisme ont ralenti le processus de l'accumulation du capital en Iran et gardé le payé arriéré. La bourgeoisie naissante iranienne qui voulait se faire une identité indépendante, se heurta à la domination paralysante du colonialisme impérialiste avant quelle ait pu avoir une évolution et croissance minimum. La bourgeoisie iranienne a ses racines, depuis sa naissance, dans le commerce et la rente. Elle a des liens plus ou moins longs et forts avec le clergé. C'est pourquoi elle n'a pas été aussi persévérante dans la lutte contre le féodalisme et pour les libertés politiques comme la bourgeoisie des pays occidentaux. Elle ne s'est jamais sérieusement opposée à la réaction et aux superstitions religieuses. Elle ne s'est pas démarquée de la tendance réactionnelle de l'impérialisme. La bourgeoisie iranienne s'est retrouvée plutôt dans les querelle avec les forces étrangères qui empêchait son indépendance que dans la lutte contre le féodalisme et les relations de production archaïques et l'idéologie féodales. La pression des capitaux impérialistes et les barrières de la croissance du capitalisme industriel d'une part et la dépendance ancienne entre la bourgeoisie commerçante-rentière iranienne et les propriétaires fonciers d'une autre part ont mené à un compromis de fait entre les relations archaïques féodales et les relations historiquement nouvelles. Ainsi la coexistence des deux systèmes a été possible. La Révolution bourgeoise-démocratique Constitutionnelle de 1906 n'a pas pu supprimer les barrières des relations féodales qui empêchaient l'évolution économique et sociale de l'Iran. Bref, la domination colonialiste de l'impérialisme a barré la voie de l'évolution "libre" du capitalisme en Iran. Les derniers efforts de la bourgeoisie nationale iranienne pour ôter la domination impérialiste ont échoué en fin des année 1940 et début 1950. Ainsi le rôle et la tâche de la bourgeoisie dans les évolutions démocratiques en Iran sont devenus définitivement sans objet. Les évolutions du début des années 1960 ont commencé par la réforme agraire et les investissements financiers massifs impérialistes. Elles ont installé en Iran la production capitaliste ayant pour caractéristique principale les relations de production capitalistes. La réforme agraire par le haut était une méthode tranquille et conforme à la volonté impérialiste. Les évolutions graduées et la voie "prussienne" de la réforme agraire en Iran ont été lentes avec les conséquences douloureuses pour le prolétariat et la paysannerie. La façon de la réforme agraire et la croissance longue et à petit pas des relations de production marchande et le remplacement des systèmes économiques ont fait que de nombreuses revendications démocratiques soient restées à terre et insatisfaites.

Le processus du développement du capitalisme et la croissance et le progrès de l'industrie et des relations de production n'ont pas été les mêmes dans les différentes régions d'Iran. L'apparition de la bourgeoisie iranienne comme une classe et la constitution d'un Etat central n'ont pas mené à la concrétisation des revendications des peuples et groupes nationaux en Iran. C'est tout le contraire qui s'est passé, car les inégalités sociales, l'exclusion et l'oppression nationale se sont accentuées. Les différents peuples d'Iran, surtout ceux qui vivent au Kurdistan et en Azerbaïdjan, ont subi l'oppression nationale. La bourgeoisie iranienne, arrière-base sociale de l'impérialisme, avait constitué un Etat central défenseur des intérêts de l'impérialisme. Elle était gardienne des inégalités et des avantages de classe. Elle

reniait les droits et libertés démocratiques. Elle aggravait l'exclusion et l'oppression nationales.

Concernant le Kurdistan d'Iran, le peuple travailleur et exclu de cette région a toujours lutté pour ses droits démocratiques et contre l'oppression nationale. Les mouvements de libération de masse ont été nombreux au Kurdistan pour mettre fin à l'oppression nationale. L'un d'eux a été même suivi, en 1945, à un gouvernement "autonome". Ce mouvement de libération au Kurdistan (mais aussi en Azerbaïdjan) a été sauvagement réprimé et ensanglanté par l'Etat central. Etant donné que les revendications démocratiques du mouvement n'ont jamais été réalisées, il a continué sous diverses formes, quelques fois plus fort et parfois moins. Le renversement du régime monarchique et l'avènement de la République islamique n'ont pas amélioré la situation. L'oppression et l'exclusion nationales sont devenues plus graves au Kurdistan. La République islamique n'a jamais fait attention aux revendications des peuples (groupes nationaux) en Iran, de plus il a réprimé très sauvagement tous les peuples, entre autres les Kurdes. Etant donné qu'elle est un régime religieux, les exclusions religieuses ont été additionnées à l'exclusion nationale (Les Kurdes étant sunnites alors que l'Etat central est chiite). Toutefois, le mouvement de libération du peuple kurde ne s'est pas éteint. Il a continué sous d'autres formes, parfois plus faiblement. L'expérience des mouvements nationaux en général et celui du Kurdistan en particulier expose cette vérité que la bourgeoisie d'Iran ne peut pas répondre à la question nationale et aux revendications nationales, bien qu'elles soient de nature bourgeoisie-démocratique. Car elle est pour les inégalités de classe et sociales. Elle ne peut, ni ne veut résoudre la question nationale au Kurdistan en faveur du peuple kurde. Cela n'est pas spécifique à la bourgeoisie au pouvoir, mais à toutes ses différentes ailes. Les longues années de luttes des travailleurs du Kurdistan démontrent aussi que leur juste combat ne sera victorieux que s'il se lie directement avec celui des ouvriers et des travailleurs de tout le pays. L'issue se trouve dans la révolution nationale qui renversera la bourgeoisie au pouvoir. C'est la classe ouvrière qui doit se charger de résoudre la question nationale en Iran, comme d'ailleurs de nombreuses autres tâches démocratiques. Seule la classe ouvrière est contre tout avantage de classe. Elle est pour l'unité des ouvriers de toutes les nations ou de tous les groupes nationaux vivant en Iran. Elle est pour les droits égaux de toutes les nations. La classe ouvrière est autant contre tout avantage national que pour l'autodétermination et le droit à constituer des Etats indépendants par les nations. La bourgeoisie monarchique et islamique s'est toujours opposée au droit du peuple kurde à se décider de son sort. Elle l'a fait par des discours vagues comme le "danger indépendantiste" ou le "danger de l'effondrement du pays". La réalité est tout autre. La bourgeoisie monarchique ou islamique a refusé et refuse au peuple kurde le droit à l'autodétermination par les propres intérêts chauvins de l'Etat iranien. Elle a piétiné les droits du peuple kurde sous prétexte d'assurer la "sécurité" et "l'unité du pays". La bourgeoisie, monarchiste ou islamique et de toute appartenance nationale, est contre le droit des ouvriers et des travailleurs à décider de leur sort ou des affaires du pays. Seule une démocratie conséquente, en l'occurrence la démocratie soviétique, peut permettre à toutes les nations de l'Iran, entre autre la nation kurde, de décider de leur sort et de diriger les affaires du pays, car elle s'enracine dans l'intervention directe des masses d'ouvriers et de travailleurs qui seront organisés dans les conseils. Nous défendons instamment le droit du peuple kurde à la séparation et à la constitution d'un Etat indépendant. Nous sommes contre une intégration forcée du peuple opprimé kurde dans un Etat central. Toute tendance politique qui force les nations à accepter un Etat central, viole le droit des peuples à l'autodétermination. Nous précisons quand bien même que les intérêts des ouvriers et travailleurs de toutes les nations d'Iran est dans la constitution d'un Etat unique. Cette union ne sera pas forcée, mais libre et volontaire. Les intérêts de la classe ouvrière et sa lutte contre le capitalisme nécessitent que les ouvriers de toutes les nations d'Iran soient solitaires et dans une unité de classe la plus large, refusent toutes les politiques nationalistes de quelle que

nation qu'elles viennent. Même la bourgeoisie de la nation opprimée ne fait que des compromis avec celles de autres nations contre le prolétariat. Bien entendu, tant que la bourgeoisie kurde lutte contre l'oppression de la bourgeoisie de la nation opprimante, elle sera appuyée par la classe ouvrière. Car la classe ouvrière est l'opposante la plus persévérante de toute sorte d'oppression. Toutefois, la lutte contre les coups de forces et la domination de la nation oppressante ne doit mener, dans aucun cas, à négliger les efforts de la bourgeoisie de la nation opprimée pour obtenir des avantages sur le dos des ouvriers et des travailleurs. La classe ouvrière exige l'abrogation de tout avantage d'une nation sur une autre. Ce qui est mise en cause par la classe ouvrière est l'exploitation, qu'elle soit pratiquée par un bourgeois iranien (fars) ou un bourgeois kurde. Le moindre soutien du prolétariat d'une nation aux avantages de la bourgeoisie "nationale" a pour conséquence la défiance du prolétariat de l'autre nation. Ainsi la solidarité et l'unité de classe seront estropiées et la bourgeoisie en sortira gagnante, cela est bien évidemment contre l'intérêt de la classe ouvrière. Ce qui est important pour le prolétariat avant tout autre chose est l'unité de classe et le renforcement de celle-ci contre la bourgeoisie. Elle prend compte de ce problème dans le cadre de l'abrogation des avantages d'une nation sur une autre et dans le cadre de préparer les masses pour une démocratie soviétique et le socialisme. Nous voulons aussi l'abrogation de toutes les lois qui imposent une langue officielle. Le peuple kurde et les autres peuple d'Iran doivent avoir le droit d'utiliser leur langue dans les écoles, les administrations et réunions publiques. Bien que nous défendions le droit du peuple kurde de se séparer et de faire un Etat indépendant, mais nous mettons les intérêts de l'ensemble des peuples vivant en Iran, leurs libertés et leur égalité des droits au-dessus de tout. Le Kurdistan ne peut pas être véritablement libre et autonome tant que les ouvriers et travailleurs des autres régions de l'Iran sont opprimés par le pouvoir actuel. Les ouvriers et travailleurs des autres régions du pays ne peuvent pas être libres tant que le peuple kurde est opprimé et ses droits démocratiques sont bafoués. Une révolution ouvrière et une démocratie soviétique partout en Iran est la meilleure solution pour que tous les peuples opprimés d'Iran, entre autre les Kurdes, puissent réaliser leurs revendications et répondent à la question nationale. La démocratie soviétique est garante d'une large autodétermination régionale des nations d'Iran qui forment le pays librement et volontairement.

Des dizaines d'années de lutte et d'expérience du mouvement de libération au Kurdistan devraient avoir convaincu tout le monde que sans une démocratie prolétarienne, une démocratie soviétique, le Kurdistan ne pourra être ni véritablement autonome ni vraiment indépendant.

Les "élections", un casse-tête pour la République islamique

En Iran les désignations sont appelées les élections et la dictature est considérée la démocratie. Les récentes "élections" présidentielles du mois de juin 2001 étaient une nouvelle mise en scène de ce que les factions du régime et leurs différents partisans, aussi bien à l'intérieur du régime qu'à l'extérieur, ont appelé élection. Les journaux du régime ont consacré plusieurs articles aux élections présidentielles pour insinuer à toutes et à tous qu'il s'agit de vraies élections et de démocratie. Les articles ont vainement essayé d'expliquer que les gens ont vraiment le choix dans l'élection. Paradoxalement, l'on pouvait s'apercevoir, à travers les même articles, qu'il n'y a pas de véritables élections en Iran. Ils prévoyaient la baisse des voix des réformateurs étatiques. Les rédacteurs des articles savaient qu'il y a quatre ans, un bombardement de propagandes par les médias nationaux et internationaux ont construit des

illusions selon lesquelles la République islamique peut être réformée et que les changements pouvaient se faire sous ce régime. Les réalités de ces quatre dernières années ont montré le contraire.

Des électeurs de Khatami en 1997 croyaient qu'ils pouvaient influencer la situation en votant pour lui. Pour la même raison, ils ont cru que dès l'élection de Khatami à la tête de l'exécutif, les changements commenceraient. Ils se sont vite aperçus qu'en République islamique les élections ne sont qu'une mise en scène vide de tout sens. La République islamique est égale à un Etat de non-droit basée sur le despotisme où les revendications et volontés des gens ne sont jamais respectées et prises en compte. C'est pourquoi les farces électorales et les votes des gens ne changent rien en République islamique. Le problème de toutes les factions du régime est que l'écrasante majorité des gens, surtout les jeunes, ont bien compris que les élections antidémocratiques islamiques ne changent absolument rien.

Les deux principales factions de la République islamique ne savaient plus où donner la tête pour amortir le choc de la défiance des gens dans les élections et les traverser d'une manière ou d'une autre.

La faction conservatrice du régime se sentait à juste titre tellement rejetée et indésirable par les gens qu'elle a évité de présenter un candidat officiel. Elle savait que les gens ne votaient pas de tout de manière pour elle. Elle pouvait espérer, dans les meilleurs des cas, avoir les voix des forces de répression et des mollahs ou d'autres religieux. La situation de la faction "réformatrice" n'était pas meilleure. Khatami avait bien promis la liberté, la démocratie, la justice sociale et la société civile en 1997; mais quatre ans plus tard une grande partie de ses électeurs ont constaté que rien n'a changé en la matière. Les électrices et électeurs qui ont voté en 1997 pour Khatami pour le moindre mal ont bien vu qu'un iota de changement ne s'est pas fait. Dans les meilleurs des cas, les électeurs de Khatami en 1997 sont partagés en deux groupes: ceux qui ont compris qu'il est un démagogue et charlatan comme les autres dirigeants du régime, ceux qui ont dit qu'il voulait bien changer des choses, mais il n'a pas pu et voulu. Il était donc prévisible que les abstentionnistes deviennent plus nombreux. Il faut signaler que les gens ne jugent pas que Khatami, il y a aussi tous ceux qui faisaient partie de sa bande. Or, la faction de Khatami n'avait que lui pour présenter aux élections. Khatami n'avait plus rien à dire. Ses promesses n'avaient plus de preneurs. Ses partisans ont essayé toutefois de le soutenir. Khatami hésitait apparemment de se représenter. Alors ses partisans ont fait des pétitions pour qu'il le fasse. Ils ont prétendu que les gens n'attendaient que sa nouvelle candidature. Un groupe de partisans de Khatami ont même dit que l'élection présidentielle de juin 2001 est une sorte de référendum pour prouver que les gens sont pour les réformes! C'étaient une campagne vraiment dérisoire.

Tout cela ne mène plus à grand-chose. Que Khatami soit soutenu par une faction ou deux, l'avis des gens ne change pas sur la totalité du régime de la République islamique. Khatami avait une tâche à accomplir et il l'a faite. Il a montré pratiquement qu'en République islamique le vote des gens ne vaut rien et les véritables réformes sont impossibles sous ce régime.